

informations

**la
cgt**
Comité Régional
Occitanie

Comité Régional CGT Occitanie

N° 256

Août 2021

**la
cgt**
Comité Régional
Occitanie

STOP



**2^e confé
rence
régionale
occitanie**

13 & 14 oct. 2021
à Mende (48)

Spécial 2^e conférence régionale

Préambule 2

Table ronde 6

- Pertinence du Comité Régional

Table ronde 10

- Aménagement du territoire



Comité Régional CGT Occitanie
 • 7, place du Fer à Cheval
 31300 TOULOUSE
 Tél. 05 61 23 35 52
 • 474, allée Henri II de Montmorency
 34000 MONTPELLIER
 Tél. 04 67 15 91 74

e-mail : crcgt.occitanie@orange.fr
 site : <http://crcgtoccitanie.reference-syndicale.fr/>

N° 256 • Août 2021
 Prix : 1€

N° d'inscription à la CP 0221S05720
 ISSN 1950-4926

Directeur de la Publication : Lionel Pastre

Conception et réalisation :
 Comité Régional CGT Occitanie - 31300 TOULOUSE

Imprimé par le Comité Régional CGT Occitanie
 31300 TOULOUSE



Enfin notre 2^e conférence régionale CGT Occitanie

Ça y est ! Nous tenons enfin notre 2^e conférence régionale CGT Occitanie. Je dis enfin car nous avons dû la reporter de quelques mois (de décembre 2020 à octobre 2021).

En effet, depuis presque deux ans maintenant, une crise sanitaire sans précédent au niveau mondial nous a tous impactés. Nous avons été bousculés dans nos vies, dans nos gestes quotidiens, tout comme dans notre militantisme ! Nous avons changé notre façon de travailler, de se voir, de se mouvoir, d'échanger, bref, de socialiser, et ce, de manière radicale.

Nous avons dû réfléchir à un monde meilleur, le monde d'après, pour être certains que les décideurs ne nous le rendent pas pire que le monde d'avant.

Et, malheureusement, eux, les représentants du grand capital, ont continué d'avancer, faisant preuve de cynisme, de certitudes, arguant ordres, contre-ordres, mensonges éhontés, sans aucune vergogne. Le code du travail, déjà bien émincé par les lois El Khomry, Rebsamen et autres, a continué et continue de subir des attaques massives par les politiques libérales, sur l'autel de la rentabilité !

Le scandale des masques, des bouteilles d'oxygène, des lits de réanimation, ont mis en avant, ce que dénonce la CGT depuis des années, le manque de moyens dans le milieu de la santé, les manques d'industries et de production sur le territoire national. Cette crise a

1 permis de faire émerger aux yeux de tous de graves
2 manquements dans tous les domaines.

3 Cela a également mis en avant les « salariés de 1^{re} ligne »,
4 souvent sacrifiés, que les Français ont applaudi sur leurs
5 balcons lors du 1^{er} confinement, vous savez, ces salariés
6 que l'on a menacés de licenciements s'ils ne présentaient pas
7 leur pass sanitaire ou leur obligation vaccinale un an après !
8 N'en déplaise à tous ces bons penseurs, la CGT a toujours
9 mis en avant le respect et la santé des salariés, quelles que
10 soient leurs professions ou leurs statuts.

11 Malheureusement, ce que nous pressentions dès le départ,
12 dès mars 2020, est arrivé en 2021. Nous avons écrit à
13 l'époque : « Il ne faudrait pas que la région Occitanie soit
14 une des moins impactée sanitaire et une des plus
15 impactée économiquement ! ».

17 Des milliards d'euros d'aide publique ont été investis, au nom
18 de la sauvegarde de l'emploi, sans forcément des contreparties
19 en terme de garantie d'emplois : pas d'interdiction de
20 licenciements ! Pas d'interdiction de donner des sommes
21 colossales aux actionnaires pour bénéficier des aides de
22 l'Etat ou des collectivités territoriales !

23 Les plans de licenciements, faussement appelés Plan de
24 sauvegarde de l'emploi, les ruptures conventionnelles, les
25 accords de performance collective, avec à la clé un vrai
26 chantage à l'emploi, les non-renouvellements de CDD, les
27 non-reconductions d'intérimaires, ont amené un lot continu
28 de salariés en détresse, en souffrance, au chômage. Le
29 fameux effet d'aubaine a été bien utilisé par certains.

30 On n'a jamais vu autant d'annonces de plans sociaux se
31 développer, ainsi que des licenciements s'accélérer à coup
32 de milliers de salariés, chez Air France, Airbus, Figeac Aéro,
33 et tant d'autres... En juin 2021, la région Occitanie est la
34 2^e région la plus impactée en terme de PSE... après l'Île de
35 France.

37 De plus, le gouvernement n'a pas hésité à continuer leurs
38 réformes comme si tout allait bien : retraite, assurance
39 chômage, sécurité sociale... Ils continuent tranquillement à
40 détricoter tous les conquies sociaux !!! Sans parler des at-
41 teintes aux libertés, qu'elles soient individuelles, collectives,
42 et/ou syndicales !

44 Cette situation demeure très dégradée, la précarité touche
45 tous les secteurs et ébranlent les conditions de vie des
46 populations, développant inégalité, pauvreté et exclusions.

Bien entendu, la situation des retraités et des privés d'emploi
ne s'est pas améliorée dans la période ! La précarité touche
tous les secteurs et ébranle les conditions de vie des
populations, développant inégalité, pauvreté et exclusions.
N'oublions pas les étudiants, dont les files d'attentes, afin de
pouvoir se nourrir, devant des associations d'aide, est tout
bonnement scandaleux ! Un étudiant ne devrait avoir à
penser qu'à ses études !

Il est important de rappeler que la CGT porte l'ambition,
depuis de nombreuses années, d'un nouveau statut du travail
salarié et d'une sécurité sociale professionnelle. Ces
nouvelles conquêtes sociales se gagneront avec la réduction
du temps de travail, sans perte de salaire bien évidemment !
Et, comme souvent, dans des périodes troubles, il est facile
de se tromper d'adversaire ! Il est très facile d'opposer ou
stigmatiser tout le monde : les jeunes et les retraités, les
femmes et les hommes, les salariés du public et ceux du privé,
les privés d'emplois, les étrangers, les vaccinés et non
vaccinés, etc... Et tout cela fait le lit aux idées d'extrême
droite, faisant croire aux plus précaires qu'ils sont là pour
eux alors que ce ne sont que des partis fascistes au service
du grand capital ! Il n'y a qu'à regarder quelles lois sont
votées par leurs représentants pour comprendre dans quel
camp ils sont ! On peut être fier de la grande manifestation
régionale, organisées le 3 juillet 2021, à Perpignan, pour
combattre ces idées nauséabondes.

Et tout ce climat anxiogène, fait d'incertitudes et de non
perspectives pour la plupart, a engendré des mouvements
sociaux d'un nouveau genre. Juste avant que la pandémie
se déclare, les gilets jaunes ont manifesté de longues
semaines avec comme leitmotiv, au départ, le prix du
carburant ! Et on a vu une répression digne d'une dictature !
En juillet 2021, c'est le cortège des « antipass » ou
« antivacc » qui a pris la suite. Et ces mouvements ont
perturbé la CGT, ils nous interrogent. Cela a amené
beaucoup de débats dans nos organisations, des débats
parfois clivants ! N'ayons pas peur d'en discuter,
ouvertement, entre nous !

Et ceci, même si ce n'est pas le seul facteur, fait que le
syndicalisme en général s'affaiblit. Malheureusement, notre
CGT y est confrontée et nous devons, tous ensemble, prendre
le taureau par les cornes et inverser la tendance. En Occitanie,
nous perdons régulièrement des syndiqués, même si les deux

Enfin notre 2^e conférence régional CGT Occitanie

...suite...

1 derniers exercices montrent un fléchissement, voire même un
2 renforcement dans certains départements ! C'est positif.

3
4 De plus, les chiffres de la représentativité ont été donnés en
5 juin 2021. Nous faisons partie, en Occitanie, des 3 régions
6 où la CGT est majoritaire. Et, nous le sommes largement
7 devant les autres ! C'est là aussi un signe encourageant pour
8 notre CGT de combat.

9
10 Alors cette 2^e conférence régionale arrive à point nommé.
11 « **Vivre et travailler dignement partout en Occitanie** ».
12 Ce slogan, que nous portons et que nous avons pris comme
13 ligne directrice lors de la 1^{re} conférence régionale de la CGT
14 en Occitanie, est encore plus d'actualité et doit être porté
15 plus haut, crié plus fort !

16
17 Être à Mende, ici, en Lozère, pour nos travaux, n'est pas
18 anodin ! C'est un geste fort et politique que nous avons pris
19 pour bien passer du dire au faire ! Car le sentiment
20 prédominant est que les Métropoles aspirent les richesses, et
21 que la Toulousaine prend le pas sur sa voisine
22 Montpellieraine. Mais il ne sera nullement ici question
23 d'opposer les deux métropoles, ni d'opposer les
24 départements ruraux et celles-ci !

25 D'autant plus que les différents confinements ont suscité un regain
26 d'intérêt pour nos départements ruraux de la part des citoyens !
27 L'objectif est bien de réfléchir à construire un maillage
28 cohérent de notre région, de nos 13 départements, en terme
29 de structures, d'industrie, de services publics, de transport,
30 de culture, d'éducation, etc, etc.

31 Et il est hors de question de réfléchir en posant comme
32 postulat de départ la mise en concurrence des territoires et,
33 par ricochet, des salariés.

34
35 La fusion des régions politiques, issue de la fameuse Loi
36 NOTRe a amené de nombreux bouleversements, au-delà de
37 géographiques. Le conseil régional a vu ses compétences
38 renforcées, par un transfert de certaines des départements à
39 la région, un accroissement d'autres et une extension des
40 pouvoirs règlementaires, notamment dans le domaine des
41 lycées, des transports dits « régionaux » et de l'action
42 économique, avec mise en place d'un schéma régional de
43 développement économique, d'innovation et d'inter-
44 nationalisation (SRDE21), ou d'un Schéma régional
45 d'aménagement, de développement durable et d'égalité des
46 territoires (SRADDET).

1 Le fait régional, de fait, dans notre CGT, monte en puissance
2 aussi depuis quelques mois. Mais le fait régional, c'est vous,
3 Unions Départementales (conformément aux statuts de la
4 CGT) ! Il faut s'en emparer ! Et l'aide des fédérations,
5 organisées en région, doit être une aide précieuse. La CGT
6 doit travailler sur ses deux jambes !

7 Le capital n'a-t-il pas déjà façonné les métropoles au détriment
8 des zones rurales en y concentrant les richesses ? Par son
9 action, n'a-t-il pas décrété la spécialisation des territoires ?
10 Ce remodelage n'a-t-il pas conduit à l'abandon des services
11 publics dans les zones rurales ? L'éloignement des niveaux
12 des décisions ne se pratique-t-il pas déjà pour éviter les
13 résistances ? Les Humains et les Territoires ne sont-ils pas déjà
14 en concurrence ?

15 Mis bout à bout, on s'aperçoit aujourd'hui que c'est bien un
16 projet politique de cohérence régionale qui s'est imposé à
17 nous ! En l'organisant dans la loi (Loi de réforme territoriale),
18 c'est bien la recherche de l'accélération de ce phénomène !
19 Un constat réel mais qui mérite aussi de réaffirmer avec force
20 que ce ne seront bien que la capacité de chacun de nos
21 syndicats à déployer nos fondamentaux d'organisation et de
22 vie démocratique sur chaque appareil de production ou de
23 services qui détermineront la capacité d'action de la CGT à
24 tous ses niveaux pour faire vivre et aboutir ses ambitions
25 revendicatives.

26 Une ambition qui renforce la pertinence de la maille
27 départementale autour de la place et le rôle décisif des UD
28 pour bâtir des syndicats forts partout... Par ces éléments, c'est
29 la conviction qu'il n'y aura de région forte qu'avec des UD
30 fortes composées de syndicats forts...

31
32 Par ce rappel, le présent document propose d'afficher
33 clairement sa volonté d'agir dans la continuité des
34 fondements du document de la dernière conférence visant à
35 sceller la fusion autour de l'objectif de bâtir « **un comité
36 régional au service des organisations pour gagner le vivre
37 et travailler dignement partout en Occitanie...** »

38
39 Pour revenir à la conférence régionale en elle-même, nous
40 avons souhaité l'organiser en deux temps forts, autour de
41 deux tables rondes :

- 42 • une table ronde sur « **la situation en Occitanie** » :
43 démographie, emplois, aménagement du territoire
44 (services publics, industrie, transports, logement, etc).
45 Quelle stratégie pour vivre et travailler partout dignement
46 en Occitanie ? L'ambition est d'épaissir sa dimension



1 revendicative sur ce périmètre en apportant des pistes
2 tant en terme de contenus que de stratégies de luttes
3 pour relever les défis du «vivre et travailler partout en
4 Occitanie». Cela, bien entendu, enrichi des conséquences
5 et des expériences de la période inédite de Covid ;

- 6 • une table ronde sur « **Comité régional: outil au**
7 **service des organisations** » : On viendra ici réaffirmer
8 et prolonger la volonté du document de Carcassonne
9 (1^{re} conférence régionale CGT Occitanie) visant à
10 situer le comité régional comme un outil au service des
11 organisations. Nourri du bilan d'activité, il proposera
12 d'apporter les ajustements nécessaires sur chaque
13 volet pour franchir un nouveau cap pour développer
14 les stratégies capables de construire le rapport de
15 force et d'imposer nos contenus revendicatifs.

16
17 J'en profite pour brièvement rappeler qu'une conférence
18 régionale n'est pas un congrès confédéral, ni d'ailleurs
19 d'Union départementale, d'Union locale ou de syndicat. Elle
20 permet juste de replacer le Comité régional dans le paysage,
21 en rappelant que c'est un outil au service des organisations,
22 et de lui donner une feuille de route pour les années à venir.
23 Il ne s'agit en aucun de revenir sur les repères revendicatifs
24 de la CGT !

25 Cette conférence régionale doit être UTILE.

26 C'est tout le mal que l'on peut se souhaiter et qui guidera nos
27 débats avec, comme ciment convergent, l'Emploi en
28 Occitanie. Soyons à l'offensive !

29
30 Alors, pour gagner le plein emploi, des conditions de travail
31 optimales, des salaires décents, des retraites permettant de
32 vivre, une protection sociale d'encore plus haut niveau, des
33 services publics de proximité et de qualité, des réindus-
34 trialisations, etc... bref, pour regagner des jours heureux, et
35 le « jour d'après » comme nous le souhaitons, pourquoi ne
36 prendrait-on pas le pari d'être capables, ensemble, toutes
37 nos Unions départementales, nos Unions locales, nos
38 syndicats, nos syndiqués, ainsi que nos fédérations d'écrire
39 un programme de résistance en Occitanie ?

mes notes...



Pertinence du Comité Régional

Le comité régional, outil au service des organisations

A la CGT, à tous ses niveaux, et y compris régional, notre approche n'est pas d'imaginer gagner sur nos ambitions revendicatives, et notamment le « **Vivre et Travailler dignement partout en Occitanie** », avec des représentants en agissant par délégation dans des instances éloignées, à Toulouse ou à Montpellier, en allant convaincre avec les meilleurs arguments des pouvoirs publics, des patrons, des élus acquis à la logique du capital...

Cette conquête ne pourra aboutir que par la capacité de chacun de nos syndicats à déployer, à partir de leurs forces organisées, la démarche démocratique capable de construire le cahier revendicatif répondant aux besoins au plus près du poste de travail et faisant le lien avec les enjeux globaux, et convaincre par la bataille d'idée le plus grand nombre de salariés à décider de se mobiliser pour peser sur chaque appareils pour contraindre les patrons, les pouvoirs publics à leur mise en place...

Cette stratégie d'ancrage dans chaque entreprise à partir de nos syndicats avec l'ambition plus globale de gagner de grands enjeux nécessitant d'être fort partout confirme l'échelon interprofessionnel de proximité départemental et local comme l'échelon opérationnel pertinent.

Force est de constater que le capital, sous la houlette de grands groupes, façonne le territoire à sa main pour organiser sa stratégie de pillage des richesses et a choisi le périmètre régional comme terrain de prédilection d'une concentration dans les métropoles et leur spécialisation. La

région Occitanie, ex-Midi-Pyrénées, au travers du poids prépondérant de la mono industrie Aéronautique pilotée par le groupe AIRBUS est une caricature. Les politiques publiques accompagnent, financent des actions pour répondre à cette volonté et calque même son organisation. En témoigne le poids prépondérant des ARS ou de la collectivité régionale qui se renforce continuellement au gré des transferts de compétences etc... La CGT n'a jamais cessé de dénoncer cette vision capitaliste du territoire qui ne génère pas le « ruissellement » mais au contraire l'accroissement des inégalités économiques, sociales et territoriales avec un risque de dépendance dont la COVID a fait la cruelle démonstration... Face cette réalité, nous devons dans le déploiement de notre démarche apporter une attention particulière à notre cohésion et cohérence revendicative sur cet échelon. Concrètement, ne pas s'apercevoir que de luttes exemplaires ayant permis la réponse aux besoins n'aient pas été gagnées par une autre répartition des richesses mais au contraire par une répartition de la misère au détriment d'autres territoires, d'autres filières, etc.

Une analyse qui dépassonne le débat mais qui précise aussi la place et le rôle du Comité régional. Dans ce cadre, la volonté est bien de bâtir un comité Régional complémentaire au service des organisations permettant d'aider et renforcer la construction d'un rapport de force plus efficaces face au capital !

La dernière conférence du Comité Régional avait proposé de se situer comme un outil au service des organisations favorisant :

- le partage, l'échange d'expériences ;
- l'impulsion, le soutien ;



- l'anticipation, l'analyse et la stratégie ;
- la coopération entre Territoires et entre territoires et Professions ;
- la convergence, la coordination, l'amplification des actions ;
- la cohésion, la Cohérence territoriale.

Cette conférence doit permettre de faire le bilan du chemin parcouru et apporter des pistes de propositions concrètes pour franchir un nouveau cap.

Une région utile pour bâtir des UD's fortes, des Unions Départementales de syndicats forts pour gagner partout et « Vivre et travailler dignement en Occitanie »

Au travers de la lecture du périmètre régional dans l'opposition capital travail, une région CGT forte c'est une région composée d'Unions départementales CGT fortes, des Unions départementales de syndicats CGT Forts capables de peser sur chaque appareil.

La reconquête de la démarche et de ses fondamentaux au plus près dans chacun de nos syndicats partout en région apparaît donc comme la priorité décisive pour imposer notre ambition du Vivre et travailler partout en Occitanie... Cette question est bien celle qui est posée à la CGT car il n'y a rien de mécanique en témoigne le constat récurrent des limites de notre action. Une CGT obtenant le soutien de l'opinion tout au long des grands conflits et dans le même temps se trouvant dans l'incapacité d'ancrer et d'élargir l'action, et d'inverser la tendance de notre affaiblissement dans les élections et la syndicalisation. Nous repérons les difficultés, les freins, nous identifions le déficit de vie syndicale comme principale cause mais nous ne parvenons pas à apporter une réponse structurée à la hauteur des enjeux.

Pour ne plus subir et tenter de dépasser collectivement cette situation, le Comité Régional a tenu 2 journées au Cap d'Agde. Pour cela, la volonté a été de se nourrir des expériences menées autour de la démarche Travail et du dispositif confédéral de conquête électorale 2017-2020 s'appuyant sur la reconquête de la culture d'orga.

Les débats ont encore renforcé la conviction envers :

- une démarche CGT globale vertueuse pour gagner sur l'ensemble des enjeux (élections, syndicalisation, lutte) et de fondamentaux d'organisation et de vie démocratique indispensables à sa mise en œuvre, permettant de lier les enjeux de vie syndicale et du revendicatif, et intégrant la démarche travail ;
- un syndicat se resituant comme l'outil de déploiement de masse et de conquête de la CGT.

Les conclusions ont abouti à la nécessité de mise en œuvre de plan de travail ciblé pour concentrer les efforts sur les leviers les plus décisifs (grandes entreprises, grands syndicats, appareils stratégiques) et mobiliser les coopérations territoire profession spécifiques les plus efficaces

Concrètement c'est la volonté de reconquête d'une culture d'orga qui s'est affirmée !

- Reconquérir la démarche CGT pour retrouver des syndicats en capacité d'agir pour gagner sur l'ensemble des enjeux dans chaque entreprise et d'intervenir avec



Pertinence du Comité Régional

...suite...

intérêt dans leur environnement géographique ou professionnel pour renforcer ou implanter la CGT et sa démarche pour être fort partout et gagner et sur les grands enjeux !

- L'ambition de revitaliser les syndicats pour régénérer la CGT à tous ces niveaux dans l'ensemble de ces dimensions (militantes financières etc..) et retrouver des perspectives sur l'ensemble des enjeux (élections, syndicalisation, luttes, déploiement)

Ces journées se sont conclues sur la volonté d'une mise en œuvre concrète et durable notamment en réunissant régionalement autour d'un collectif, les animateurs Vie Syndicale des organisations pour favoriser la dynamique, l'émulation, le partage d'expérience et le suivi. Si cette dynamique a été pénalisée par le contexte COVID, de multiples formation/action se sont tout de même tenues. Plusieurs organisations ont mobilisé des collectifs larges pour bâtir des plans de travail de reconquête de la démarche et de ses fondamentaux ciblés vers les syndicats à forts enjeux. L'adhésion est unanime mais force est de constater que le suivi et le soutien des organisations pour s'engager dans la mise en œuvre dans la durée est également indispensable...

Des résultats émergent avec une CGT en région Occitanie : 1^{er} OS dans 9 UD sur 13, 1^{er} OS au plan régional (3 au plan national), la progression dans 4 UD sur l'exercice 2019 (19 au plan national)...

Cette conférence ne pourrait-elle pas constituer un bilan d'étape et un apport de perspectives ? En constituant un baromètre d'évaluation factuel, la présentation des états des lieux de nos forces organisées et de la représentativité ne pourrait-elle pas être une entrée en matière de nos débats ?

Un comité régional au service des organisations en prolongeant et articulant son action de reconquête de la démarche CGT autour d'une séquence électorale inédite!

Cette conférence apparaît à un moment charnière entre l'annonce des résultats de la représentativité et l'ouverture d'un chantier électoral qui traversera les 3 ans de mandat ! Une séquence inédite de concentration des élections CSE dans le secteur privé fin 2022-2023 (73 % du scrutin), de la concomitance avec les élections dans le secteur public qui se clôturera fin 2024 par les TPE...

Sur ce 4^e cycle de représentativité, se prolonge et se renforce le dispositif confédéral de reconquête électorale sur lequel s'est appuyé le plan d'action de reconquête de la démarche issue de. Une volonté du 52^e congrès « c'est un outil à démocratiser pour être opérationnel dans les territoires et professions et mis en œuvre par les syndicats ».

Pour rappel, ce dispositif a irrigué nos 2 journées au Cap d'Agde. Celui-ci considère la bataille de la représentativité et la bataille sur les grands enjeux revendicatifs comme un même combat, appréhende l'élection comme une bataille revendicative et une lutte à part entière, l'audience comme le fruit de la démarche et constitutive du rapport de force sur chaque appareil dont la consolidation autour de la représentativité apparaît comme un indicateur de la capacité à agir de la CGT à tous ses niveaux. **Un lien qui apporte aux syndicats une vision élargie de la portée de l'audience sur l'ensemble des enjeux, autour du cycle de la représentativité une dimension confédéralisée de son élection qui renforce son intérêt envers chacun des scrutins...**

Un dispositif bâti sur 2 axes renforcer le vote CGT pour gagner, là où nous sommes présents par la reconquête de la démarche et la réappropriation de ses fondamentaux d'organisation et de vie démocratique et implanter la CGT et conquérir le vote là où nous sommes absents pour gagner partout en s'appuyant sur la pratique du parrainage. Pour cela, le dispositif s'appuie des outils d'analyse pour appréhender les enjeux, de ciblage pour identifier les priorités, d'un calendrier pour anticiper planifier l'intervention associés à une démarche d'approche organisée de toute la CGT, articulant l'ensemble des chantiers de la vie syndicale



© UD CGT



© UD CGT 34

et du revendicatif. Inscrit dans le tour de France de la Vie syndicale autour de la reconquête de la culture d'orga, ce dispositif situe le cycle électoral comme un cycle d'apprentissage de la démarche permettant de retrouver des syndicats en capacité d'agir sur l'ensemble des enjeux élections, syndicalisation, luttes, déploiement...

L'intervention du Comité Régional sur le terrain électoral apparaît régulièrement mais souvent sur une dimension superficielle de soutien aux organisations sur les volets logistiques et de communication, n'est-ce pas l'occasion de l'utiliser pour agir sur le fond ?

Au travers de la cohérence de notre projet régional et de ce dispositif confédéral, d'une période inédite de concentrations des élections, ne pourrions-nous pas mettre en débat d'articuler et ce projet et l'action du collectif avec les élections CSE 2021 2024 ? Cette action, c'est la volonté d'apporter un appui opérationnel sur une séquence intense et un soutien à une impulsion confédérale ?

Autour d'une approche confédéralisée des élections, d'une démarche CGT universelle pour renforcer le vote CGT, ne pourrions-nous saisir l'opportunité de la concomitance des élections dans la fonction Publique pour élargir l'action du collectif au soutien et au suivi des 2 campagnes CSE et FONCTION PUBLIQUE ? Au travers des états des lieux dans la fonction publique, 24 établissements de plus de 900 agents de la FPH recouvrent 60 % du corps électoral au plan régional. Un constat de concentration qui se vérifie dans la FPT. Des établissements et des collectivités stratégiques pour nos UD en tant que premiers employeurs des départements et les premiers pourvoyeurs de droits syndicaux... Le comité ne pourrait-il pas proposer aux fédérations respectives de bâtir des plans de travail ciblés autour de la perspective de ces échéances électorales ? Dans ce cadre, il est à noter que La Fédération des services publics a d'ores et déjà amorcé un plan d'action autour de 25 collectivités couvrant 10 % du scrutin nationale dont 5 sont en Occitanie.

Par cette impulsion coordonnée de reconquête de la démarche s'appuyant sur le déploiement de la force organisée dans chaque syndicat, tant dans le public que

dans le privé, autour d'un objectif de représentativité sur le cycle liant l'ensemble des scrutins, n'est-ce pas le meilleur moyen de préparer l'implication de nos syndicats et le déploiement de leur forces organisées dans la prochaine campagne TPE pour convertir concrètement le slogan « 1 syndiqué -> 3 voix !!! ».

Sur ces éléments de contexte en lien avec notre projet, ce collectif régional autour des AVS des UD ne pourrait-il pas être un outil d'aide et d'entraide des organisations pour soutenir l'impulsion, la dynamique et le suivi des campagnes CSE FONCTION PUBLIQUE TPE sur le cycle 2021 2024 :

- en apportant le soutien et l'émulation dans la construction de plans de travail homogène dans les organisations autour du dispositif confédéral de reconquête électorale, la dynamique et le partage d'expérience dans le déploiement et le suivi... ;
- en favorisant les coopérations territoire, profession, spécifique ;
- pour travailler des ciblage, et des stratégies de coopération et de coordination entre territoires et territoires, territoires et professions et le cas échéant accompagnées du spécifiques autour d'élections à enjeux et/ou à dimension régionale et nationale sur les différents scrutins... ;
- pour engager les réflexions collectives sur le soutien pouvant être apporté par le comité régional aux différentes campagnes dans les organisations (moyens logistique, communication, financiers...).

PROPOSITIONS

- **Accentuer les formations sur la démarche revendicative de la CGT pour aider au renforcement et aux suivis des élections professionnelles.**
- **Mise en place d'un collectif AVS.**
- **Mener de front les deux cycles électoraux : élections fonctions publiques et élections CSE dans le privé.**



Aménagement du territoire

L'aménagement du territoire est « l'action et la pratique de disposer avec ordre, à travers l'espace d'un pays et dans une vision prospective, les hommes et leurs activités, les équipements et les moyens de communication qu'ils peuvent utiliser, en prenant en compte les contraintes naturelles, humaines et économiques, voire stratégiques ». C'est en ces termes que Pierre Merlin et Françoise Choay le définissent dans leur livre intitulé « Aménagement du territoire ».

Aujourd'hui, « Vivre et travailler dignement partout en Occitanie » nécessite de repenser en profondeur l'aménagement du territoire, dans un souci de progrès social et environnemental. C'est tout l'aménagement du territoire qui doit être repensé, pour limiter les déplacements obligatoires, maîtriser l'urbanisation, permettre l'accès de toutes et tous à des services publics de proximité.

Et pour gagner cela, il faut commencer par regagner de l'emploi, partout, et de l'emploi de qualité, digne, permettant aux salariés de s'émanciper pour profiter pleinement et sereinement d'une vie de famille, d'une vie sociale, d'une vie culturelle, d'une vie sportive. La création d'emplois est synonyme de progrès social pour tous.

La région Occitanie a besoin d'une industrie et de services publics forts répondant aux besoins de la population qui assurent un développement économique équilibré des territoires.

Il est nécessaire et urgent de réindustrialiser, de relocaliser des capacités de production d'objets durables, interconnectables et réparables. L'industrie est indispensable pour répondre aux besoins fondamentaux de la population (alimentation,

eau, énergie, transport, éducation, santé, logement, culture). Malheureusement, le début de l'année a montré à quel point la France était aujourd'hui démunie dans de nombreux secteurs, étant incapable de fournir des masques à tous citoyens, et même à ceux que l'on a appelé « salariés de 1^{re} ligne » ! C'est indigne d'un pays, d'une région, ou le textile était un fleuron industriel il y a peu de temps encore ! L'activité économique industrielle de la région se développe essentiellement autour de l'aéronautique. C'est bien entendu un atout majeur, mais il n'en demeure pas moins que des filières industrielles sont en berne : textile, bois-papier, électronique, chimie..., entraînant derrière elles la désindustrialisation de certains territoires.

Il ne faut plus que la région Occitanie reste synonyme de mono-industrie et uniquement dépendante de l'aéronautique, même si le tourisme reste un secteur d'activité fort !

En ce qui concerne les services publics, le gouvernement exige une meilleure qualité des services, tout en imposant un démantèlement en règle dans la santé, l'éducation, l'énergie... Aucun secteur n'est épargné et la réponse aux besoins des populations est de moins en moins efficace et effective



(fermeture de bureaux de poste, fermeture de lits et/ou de services dans les hôpitaux, etc.).

Les inégalités territoriales sont prégnantes. Les accès à la santé, à l'éducation, à la culture semblent plus aléatoires selon où l'on vit. Quant à l'accès à l'emploi, c'est encore plus criant comme disparité territoriale !

Le Comité Régional a une vision critique et porte une alternative à l'aménagement du territoire tel qu'il est porté par les politiques publiques régionales. Le développement de l'emploi industriel et la réindustrialisation de nos territoires ne pourront se concrétiser qu'avec des services publics répondant aux besoins des populations, forts, efficaces et de proximité. C'est une des conditions qui fera que nous pourrons réellement « **Vivre et travailler dignement partout en Occitanie** ». Cela traduit bien notre ambition d'une autre répartition des richesses.

1. Emploi

Aujourd'hui, l'emploi est le souci majeur. Les statistiques du Ministère du travail annoncent une perte de 100 000 emplois directs. La DARES donne que 1 050 PSE ont été initiés (106 500 ruptures de contrats). Il faut ajouter au moins 7 400 plans « silencieux », concernant moins de 10 salariés. Ces PSE sont particulièrement concentrés sur la métallurgie, l'hôtellerie-restauration, le tourisme, les bureaux d'étude et les transports.

De plus, comme écrit par le pôle économique confédéral, « le soutien massif aux entreprises, bien que sans contreparties, a été massif, ce qui a pu avoir un effet pour éviter des destructions d'emploi plus amples. On a socialisé les pertes et les marges des entreprises n'ont pas été affectées alors même qu'elles continuent de licencier ».

Les annonces de « plans de relance » n'auront pour effet que d'augmenter les marges. Le plan de rupture que nous appelons de nos vœux, c'est d'abord un plan pour l'emploi, l'urgence de la période.

Malheureusement, ce que nous pressentions dès le départ, dès mars 2020, est arrivé en 2021, dans notre région. Nous avons écrit à l'époque : « Il ne faudrait pas que la région Occitanie soit une des moins impactée sanitaire et une des plus impactée économiquement ! ». Aujourd'hui, l'Occitanie est la 2^e région, après l'Ile-de-France, à être impactée.

Ces PSE sont concentrés sur 4 branches au niveau national. Il en est de même en Occitanie. Il s'agit :

- de la Métallurgie ;
- des Bureaux d'études ;
- de l'Hôtellerie/restauration/tourisme ;
- des Transports.

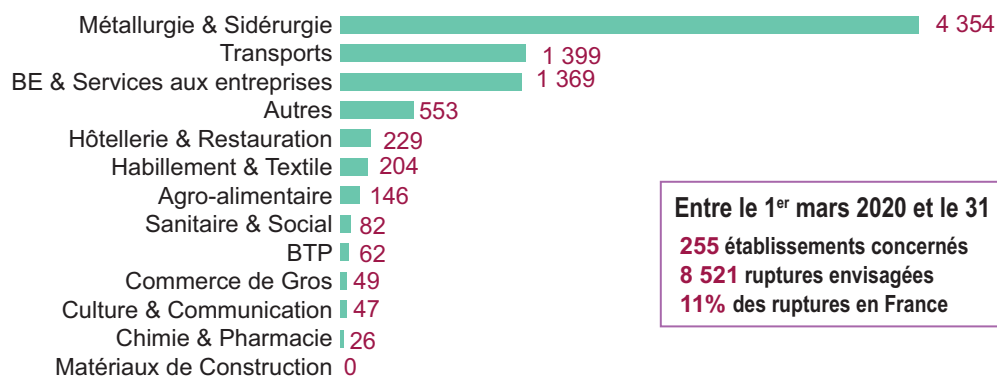
Ces 4 branches regroupent 7 351 PSE initiés (soit 86.26 %). La seule métallurgie représente 51,10 % de ces PSE.

Et nous n'avons aucune visibilité sur les mois à venir et les destructions massives d'emplois qui pourraient s'accroître avec cette pandémie...

Et l'on mesure bien que les camarades, quand la CGT est présente dans l'entreprise, ne peuvent lutter seuls. C'est bien l'ensemble de la population qui est concerné ! La bataille autour de la SAM, en Aveyron, est exemplaire en ce sens !

Occitanie : Ruptures de contrat de travail envisagées dans le cadre de PSE validés/homologués

Données : DARES



Entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mai 2021

255 établissements concernés

8 521 ruptures envisagées

11% des ruptures en France

Aménagement du territoire

...suite...

2. Industrie & reconquête industrielle

Les salariés de l'industrie représentent 226 554 salariés soit 11,2 % des actifs de notre région... Au fil du temps, l'industrie a été réduite aux seules filières qui étaient, aux yeux des dirigeants, stratégiques. En fait de stratégie, l'état a laissé filer son industrie, pourtant développée à grand coup de subventions publiques. Que ce soit la construction navale, l'automobile, l'aéronautique, l'industrie chimique, l'énergie, l'industrie du médicament... tous les gouvernements se sont retirés de la gouvernance des entreprises en donnant les clefs du camion à des fonds de pension, ou seuls comptent la rentabilité financière.

D'autant que la pandémie a mis en avant des carences terribles ! Comment la 5^e puissance industrielle peut-elle se retrouver incapable de fournir des simples masques à des soignants ou à une population qui se doit d'être protégée. Cela a mis en lumière les limites d'une désindustrialisation progressive qui a peu à peu construit la dépendance de la France aux importations, impactant de fait sa capacité de résilience face à la structuration mondialisée des chaînes de valeur. En ce sens, la relocalisation s'affirme en nouvel objectif à tous les échelons, contribuant à la résurgence des compétitions territoriales.

Il est vital de reconquérir une activité industrielle diversifiée dans tous les territoires d'Occitanie ! Et il est urgent de relocaliser nos biens communs industriels ou productifs. Ces secteurs et ces filières devraient avoir pour point commun de participer à la réponse aux besoins fondamentaux de la population.



© UD CGT 34

Pour la CGT, la reconquête de l'industrie ne passera que par une réorientation de la puissance publique pour mettre la finance au service de l'industrie et des emplois, au lieu d'une financiarisation des entreprises et de l'économie au service des seuls actionnaires.

C'est en modifiant durablement le modèle économique que les relocalisations seront efficaces pour redonner du souffle et du sens à notre industrie. Il n'est plus question de faire confiance aux énarques pour conduire les entreprises stratégiques.

Les salariés doivent donc compter sur leurs propres luttes pour imposer des choix de gestion différents tournés vers le développement de l'emploi, l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, et en premier lieu, imposer un droit suspensif des licenciements avec prise en compte des propositions alternatives.

L'industrie n'est pas malade du coût du travail, mais elle crève du coût du capital, devenu exorbitant.

Il est indispensable de développer les secteurs porteurs d'emploi et de développement industriel, autres que les seuls secteurs de l'aéronautique et du spatial. Par exemple, les filières industrielles issues des deux pôles de compétitivité, Oncopôle et Agrimip pourraient être plus largement développées, tout comme les filières bois ou textile, ainsi que tous les métiers de la mer.

Bien entendu, l'imaginaire industriel fait peur, et à première vue, il ne semble pas compatible avec une vision écologique. Les derniers accidents, au Liban, à Rouen, ou, nous venons de commémorer les 20 ans de ce drame, l'explosion de l'usine AZF, à Toulouse, ont laissé des traces béantes.

Et nous avons pu le constater sur des projets novateurs, ambitieux, comme celui porté par l'UD de l'Ariège autour de la réouverture de la mine de Tungstène de Salau, avec l'ambition d'une mine du XXI^e siècle, respectant les salariés, les habitants et l'environnement.

Et des projets comme celui-ci, la CGT en porte plusieurs dans la région. Faisons-les vivre ! Faisons-les connaître au plus grand nombre ! Faisons-les partager au plus grand nombre ! Ce n'est qu'à cette condition que nous gagnerons ! Et ces projets ont également une autre ambition : celle de l'indépendance industrielle du pays !



© UD CGT 34

Alors, la finalité de ces relocalisations ou de ces ouvertures de nouvelles industries, sans abandonner celles qui existent encore aujourd'hui, ne peut être dictée par la rentabilité. Même si certaines filières sont plus chères à produire que dans certains pays à bas coût, c'est la réponse à l'intérêt général qui doit prévaloir.

N'oublions pas de parler de nationalisation ou renationalisation de certains secteurs. Elles pourraient être pléthores : filières industrielles de la santé et de l'agroalimentaire, de l'énergie, des télécoms, du ferroviaire, de l'automobile, de l'aviation, de la sidérurgie et des composants électriques. L'industrie d'armement doit être sous tutelle publique avec plus de contrôle de la nation.

3. Agriculture/Viticulture

La Région Occitanie est la 2^e région agricole française avec 69 970 exploitants. Ce qui représente 16 % des exploitations françaises. Elle est également sur la première marche du podium de la production ovine avec 32 % des effectifs français, 30 % de la production de viande, 73 % de la production de lait. Elle n'est pas en reste quant à la production de fruit et légumes.

En termes de viticulture, l'Occitanie est le premier vignoble national : 34 % des surfaces françaises, 263,000 ha de vignes, 87 appellations dont 51 AOP.

Par l'emploi et par l'occupation de l'espace, ce secteur représente un enjeu économique important pour la région. De plus, la crise sanitaire a mis en avant les exploitants locaux et les consommateurs ont consommé local essentiellement. Un développement de la filière Agro-alimentaire est possible et souhaitable, en favorisant l'innovation et la production locale, en favorisant la création et la pérennisation de PME à vocation locale, qui ne soient pas soumises dans leurs activités à des décisions de grands donneurs d'ordres.

De par leur isolement, il est difficile pour la CGT d'avoir des contacts avec ces salariés. Cependant, ces salariés n'en sont pas moins – parfois d'avantage – confrontés au non-respect de leurs droits et à des conditions de travail contraignantes. Ainsi, le plus souvent, la CGT rencontre ces salariés lorsqu'ils

viennent dans les permanences juridiques de nos UD ou UL. Cela n'est pas suffisant.

Sortir ces salariés de l'isolement syndical, c'est aussi leur permettre de jouer pleinement leur rôle de premier acteur d'un secteur professionnel le plus développé en Occitanie : l'industrie agroalimentaire qui transforme les productions agricoles de nos départements.

4. Services publics de proximité, de qualité, efficaces

La période de confinement a fait comprendre des choses à beaucoup de Français au sujet des fonctionnaires et des services publics. Les infirmiers, hospitaliers, éboueurs, instituteurs, etc, etc, étaient d'une nécessité absolue, et non plus des nantis !

Et cette crise sanitaire a mis en exergue à la fois les effets du démantèlement de nos services publics engagé depuis plusieurs décennies par les gouvernements successifs, mais aussi son rôle majeur servant de rempart de protection aux populations.

Nos services publics ont démontré toute leur efficacité, malgré leur affaiblissement, pour continuer d'assurer le soutien aux populations et notamment notre système de sécurité sociale qui a permis l'ensemble des prises en charge, que ce soit du point de vue de la santé, mais aussi les urgences sociales sans se soucier des conséquences financières immédiates.



© UD CGT 34

Aménagement du territoire

...suite...

En Occitanie, ces politiques d'austérité conjuguées à la libéralisation de nombreux secteurs historiquement nationalisés donnent lieu à de nombreuses luttes pour empêcher fermetures ou transformations de bureau de poste, fermetures de trésoreries publiques, d'écoles, de dessertes SNCF (trains de nuit, trains de fret, notamment le train primeur...), de suppressions massives d'emplois structurants.

Dans un contexte de besoins croissants et de vieillissement de la population dans plusieurs de nos départements, c'est dans le secteur de la santé que les reculs ont été les plus dramatiques. Les attaques incessantes contre les postiers, la remise en cause des heures de travail des territoriaux, les fermetures de sites de finances publiques, de douanes, les restructurations dans le milieu scolaire, accentuent le mal être des salariés et des citoyens.

Mais la prise de conscience de la place et du rôle des services publics, dans la population, a été telle que la pression de l'opinion pendant la crise sanitaire a conduit le président de la République à déclarer que des décisions de rupture s'imposaient en la matière et qu'il fallait placer les services publics en dehors des lois du marché.

C'est en quelque sorte la validation des idées portées par la CGT. La défense et l'amélioration des services publics sont une nécessité, ils sont déterminants pour la réponse aux besoins sociaux fondamentaux. Les renforcer, c'est se doter

d'un puissant levier de transformation pour une société plus juste, solidaire, émancipatrice, respectueuse de l'environnement.

L'éducation, la formation, l'action sociale, la santé, l'emploi décent, la justice, la sécurité, le logement, les transports, l'énergie, l'eau, l'information, la culture et la communication doivent échapper à toute logique de marché. Leur périmètre et leur implantation doivent être renforcés et être présents sur l'ensemble du territoire car ils sont les meilleures armes pour combattre les inégalités et les garants du respect des droits fondamentaux.

Profitions de cela pour appuyer plus fort et gagner tout ce que l'on porte sur des services publics de proximité et de qualité, répondant réellement aux besoins des citoyens ! Gagnons des embauches, des conditions de travail et des salaires décents !

Et rappelons qu'un territoire ne peut avoir de cohérence que si l'accès aux services publics est possible, partout, et rappelons que sans services publics, pas d'industrie, et inversement !

5. Transport

Le transport est le principal contributeur d'émissions de gaz à effet de serre. Qu'il s'agisse de transporter des hommes et des femmes ou d'acheminer les marchandises, le droit à la





© UD CGT 48

mobilité nécessite une vision globale que seule la maîtrise publique, via des services publics, peut garantir. Celle-ci doit être assurée par la création d'un pôle public de transports. Cela implique que les moyens de transports soient accessibles physiquement et financièrement, via une modulation des tarifs en fonction de critères sociaux.

Il est ainsi nécessaire d'investir massivement dans les infrastructures de transport collectif (rail, tram, bus), particulièrement dans les zones rurales où l'usage de la voiture est encore une nécessité. Nous ne pouvons pas nous prévaloir de diminuer nos émissions dans le cadre de notre production nationale si nos importations génèrent une pollution massive. Limiter les importations c'est aussi limiter les transports particulièrement polluants et favoriser le fret ferroviaire.

Lorsque l'on parle de « **Vivre et travailler dignement en Occitanie** », la question des transports, des infrastructures, des déplacements et de l'environnement sont immédiatement au premier plan. Elle possède une dimension de ruralité, de montagne, de littoral, une situation transfrontalière...

6 volets du transport sont présents, à savoir l'aérien (10 aéroports, près de 11,7 millions de passagers et 19 000 emplois), le ferroviaire (2 900 kilomètres de voies ferrées, 20 lignes TER), le maritime (façade maritime de 220 kilomètres, 3 ports de commerce et 70 ports de plaisance), le fluvial (canal des 2 mers avec le canal de Garonne et canal du Midi), l'urbain (TRAM, Métro, Bus, présents dans les métropoles, villes et agglomérations) et le routier (141 543 kilomètres de réseau routier dont 1 % d'autoroutes). Le transport est essentiel pour le développement économique équilibré d'un territoire, pour répondre aux besoins des populations (2^e poste de dépense des Français avec 13 % de leur budget) et pour la qualité de vie de ses habitants... même si le meilleur transport existant est celui dont on n'a pas besoin ! Si l'on a tout sur place (en terme d'emploi, de services publics, de soins, d'éducation, de culture, etc.), on n'aura pas besoin de se déplacer autant ! Car une vraie politique de transport ne peut être réfléchie qu'en cohérence avec la politique industrielle, l'emploi, le cadre de vie et l'urbanisme !

L'Occitanie se trouve au centre d'un axe Européen intense, l'axe péninsule Ibérique-nord Europe où transitent 200 millions de tonnes de fret par an (60 % par la façade méditerranéenne). C'est aussi une région très touristique qui voit sa population et ses besoins de transports fortement augmenter en fonction des saisons.

Et si on rajoute qu'avec ses 5,7 millions d'habitants, elle détient la plus forte croissance démographique de France, il y a urgence à mettre en cohérence les besoins de déplacement des personnes, d'acheminement des marchandises, et l'organisation du système du transport. Celle-ci doit être compatible avec le développement humain durable. Cela implique une maîtrise publique comme outil de régulation et contrôle, car c'est LE levier majeur pour lutter contre le réchauffement climatique et les inégalités économiques, territoriales et sociales.

L'absence de tarification au juste coût du transport de fret à la faveur d'une tarification sociale obligatoire, provoque dumping fiscal, social et tarifaire. Elle fait du transport une variable d'ajustement des coûts de production industrielle et facilite les délocalisations.

Les différents modes de transport sont soumis aux critères de rentabilité exigés par les sociétés de transport et grands groupes internationaux. La maîtrise du système est laissée entre les mains des grands logisticiens multinationaux. La concurrence entre modes de transport, et à l'intérieur de chaque mode, s'oppose à une organisation du transport de marchandises s'inscrivant dans la recherche du développement humain durable.

La notion de services publics des transports et la question du financement sont prépondérantes. Cela intègre aussi les dimensions de sécurité, de préservation de l'environnement et de maîtrise de l'énergie qui sont au centre des préoccupations. C'est bien le transport des hommes et des marchandises qui constitue un des éléments fondamentaux de la mondialisation et du dumping social !

Nos organisations sont conscientes du rôle structurant des transports sur chacun de leur territoire. En terme d'emploi, c'est plus de 140 000 pour l'Occitanie, 96 000 dans les transports et 45 000 pour l'industrie des transports.

Les différentes luttes menées depuis des mois, voire des années, par nos camarades cheminots, sur la remise en route du Perpignan-Rungis, dans des conditions sociales portées par la CGT, la réouverture ou sauvegarde de diverses « petites » lignes régionales doivent être accentuées. L'aménagement cohérent du territoire passe aussi par cela.

Aménagement du territoire

...suite...

6. Energie, eau, logement

On ne peut parler d'aménagement du territoire si l'on ne parle pas de l'accès à des droits les plus fondamentaux existants : l'accès à l'énergie, l'accès à l'eau, l'accès à un logement. Et tout cela s'inscrit dans un développement durable de la planète.

L'Occitanie est la 1^{re} région pour le potentiel de l'éolien en mer, la 2^e région pour la production photovoltaïque et d'hydro-électricité et 3^e région pour l'éolien. 45 % de la production d'électricité consommée en région est d'origine renouvelable. Le secteur des énergies renouvelables compte 15 000 emplois.

L'énergie est un produit de première nécessité. Des tarifs doivent être adaptés aux moyens des usagers, un accès doit être garanti à toutes et tous et financé par la solidarité si besoin. L'accès à l'énergie doit être garanti sur l'ensemble du territoire. Un pôle public de l'énergie doit être créé. On est passé d'un modèle économique d'adaptation de la production à la demande à une régulation de la demande en fonction de la production.

La garantie de l'accès à l'eau potable est un enjeu fondamental dans un contexte de réchauffement climatique et de raréfaction de la ressource. On voit en Occitanie, quand vient l'été, de plus en plus de mesures pour éviter le gaspillage de l'eau.

Le logement est un droit fondamental. On l'a dit, la crise sanitaire a accentué la précarité, la pauvreté de manière importante. Il n'est pas justifiable, aujourd'hui, dans notre pays, de ne pas pouvoir se loger dignement !

Il faut agir pour une nouvelle politique nationale d'aménagement du territoire en faveur d'une véritable mixité sociale. Il est urgent que le gouvernement prenne la mesure de la situation de millions de citoyens non ou très mal logés, en situation de fragilité ou en situation de précarité énergétique. Cela passe, dans le cadre de la crise, par la suspension, l'annulation ou l'étalement du paiement des loyers pour les personnes en grande difficulté.

Sur toutes ces questions, nous devons nous questionner sur nos moyens d'agir afin de faire changer les façons de faire, de consommer, pour préserver notre planète.



© UD CGT 65



7. Tourisme

30 millions de touristes par an visitent l'Occitanie. Le secteur emploie 108 000 salariés.

La CGT a une approche double sur le tourisme :

- l'emploi dans ce secteur (fortement impacté à cause de l'épidémie du COVID-19, emplois précaires, saisonnalité, etc),
- l'accès aux vacances, aux loisirs, à la culture, aux sports, au tourisme pour tous. N'oublions pas que l'avènement des congés payés est issu des luttes de 1936 et du Front Populaire ! Il est terrible de constater qu'aujourd'hui une famille sur deux et un enfant sur trois ne partent jamais en vacances. Le développement d'un tourisme marchand très agressif ne fait qu'aggraver les inégalités. C'est bien l'axe d'action dont doit s'occuper encore plus fort la CGT. Depuis les années 2000, le taux de départs en vacances des Français est en recul. Pour la CGT, attachée aux valeurs de l'éducation populaire, il faut également encourager le départ des enfants et des adolescents en vacances collectives.

Les emplois sont très souvent saisonniers (sur le littoral comme à la campagne ou à la montagne), très souvent précaires. Les salariés ne sont pratiquement pas organisés syndicalement, étant salariés de TPE pour la plupart. D'ailleurs, le secteur des HCR a connu de grandes difficultés de recrutement cette année.

Même s'il est toujours difficile d'avoir un chiffre exact concernant les saisonniers (le statut n'existant pas à proprement parler dans les déclarations employeurs), on estime en moyenne au quart des emplois rémunérés. La caravane « saisonniers » ou les initiatives des camarades de nos Unions locales reçoivent toujours un accueil très favorable et permettent à ces salariés-là de connaître leurs droits et d'être défendus.

Les élections TPE (janvier 2021) ont permis à ces salariés de se faire entendre (même si la participation a été très décevante). En Occitanie, comme partout sur le territoire national, ils ont placé la CGT largement en tête ! Ne décevons pas la confiance placée en notre organisation !

8. Propositions à débattre

L'aménagement homogène de la région est un réel enjeu en terme d'accès aux soins, à l'éducation, au transport, à la formation professionnelle, à l'emploi, au logement, aux activités sociales et culturelles. « Vivre et travailler dignement partout en Occitanie » n'est pas juste un slogan que l'on agite de temps en temps ! C'est une vraie vision politique de ce que nous souhaitons pour notre belle région Occitanie ! C'est pour cela qu'une politique en rupture, de riposte, doit être menée !

PROPOSITIONS :

- **Un projet de territoire pourrait être travaillé dans chaque département.**
A partir de ces projets définis par les UD, avec leurs syndicats, le comité régional amènera toute son aide (exemple : mine de Salau en Ariège). Cela permettra aussi de regarder à une cohérence territoriale.
- **Une initiative (début 2023 ?) sera organisée sur deux jours pour présentation, mise en commun et échanges autour de ces projets.**
- **Une initiative sur une journée sera organisée pour faire un bilan de la conférence régionale sur les UL qui s'est tenue en 2016.**
- **Une initiative sur une journée sera organisée pour faire un bilan de l'initiative « Jeunes CGT » qui s'est tenue au Cap d'Agde en 2018.**

mes notes...



mes notes...



2^{ème} confé
rence
régionale
occitanie



13 & 14 oct. 2021
à Mende (48)



vivre et travailler
dignement
partout en **Occitanie**